

La nomination d'un coordonnateur au terminus de la tête des Lacs est attendue, mais je suis d'avis que ce qu'il faut avant tout c'est une personne qui en porterait toute la responsabilité, qui aurait le pouvoir d'agir en temps opportun et rapidement sans avoir à obtenir d'abord l'autorisation du ministre ou de la Chambre des communes.

Par conséquent, j'espère que le ministre étudiera la possibilité de remplir cet espace, j'espère qu'il consultera ceux qui sont au courant de la situation et qu'il sera prêt à changer son plan et à adopter des mesures extraordinaires grâce auxquelles les fermiers disposeraient sans attendre de quelque argent liquide.

M. Gordon Ritchie (Dauphin): Monsieur l'Orateur, en prenant la parole dans ce débat, j'ai l'espoir que celui-ci ne contribuera pas simplement à attirer l'attention sur quelques faiblesses particulières de notre système actuel de manutention et de commercialisation des céréales.

Je pense qu'il est essentiel que tous les Canadiens se rendent compte qu'il s'agit là en fait de symptômes d'un malaise général qui minent les forces d'une partie importante de notre société et d'une industrie qui joue un rôle capital pour la prospérité de l'économie canadienne. J'espère que ce débat aura, à tout le moins, pour effet de faire comprendre au gouvernement et au peuple canadiens qu'il importe de sauver l'agriculture et les cultivateurs dans l'intérêt même de la nation. De saines raisons économiques et sociales exigent que soit préservée la ferme en tant qu'unité de production. La récession qui se manifeste sur le marché des céréales entraîne, à une cadence rapide, la disparition des exploitations individuelles, la dislocation des patri-moines et l'arrêt de la production, en même temps que le départ définitif des cultivateurs.

● (5.20 p.m.)

L'une des causes à long terme de cette situation, c'est certainement le fait que le gouvernement ne fournit pas une aide suffisante à l'agriculture. On a calculé dernièrement que les crédits dépensés par le gouvernement fédéral pour l'agriculture s'élèvent à environ \$286 par travailleur agricole au Canada. Aux États-Unis, le montant correspondant est de \$1,287 par tête, et cet argent est consacré, par exemple, à la recherche, à l'expansion, à la stabilité des prix, et ainsi de suite. Dans les régions urbaines du pays, et aussi, semble-t-il, dans les milieux gouvernementaux, s'est solidement installé le mythe selon lequel les agriculteurs canadiens, et en particulier les producteurs de grain de l'Ouest, constituent un groupe de pression politique choyé, qui prospère grâce aux aumô-

nes que lui verse le gouvernement aux dépens des autres Canadiens. Les chiffres que je viens de mentionner, c'est-à-dire le montant des dépenses gouvernementales par tête au Canada et aux États-Unis, démentent ce mythe.

Mais d'autres chiffres témoignent du contraire. Ainsi, dans l'industrie canadienne, la production nette par travailleur a augmenté de 3.5 p. 100 par année depuis 1946. Dans les sept grands groupes industriels qui faisaient l'objet de ce calcul, l'agriculture venait en tête avec un taux de croissance annuelle de 5.5 p. 100. Depuis 1961, le taux de croissance s'est même amélioré. La production agricole totale par travailleur a augmenté à un taux annuel de 6.5 p. 100, tandis que la productivité dans d'autres secteurs industriels a baissé ou s'est maintenue, vaille que vaille, à 2.9 p. 100. Cette dramatique augmentation de productivité a été réalisée aux dépens de la main-d'œuvre agricole. Mais tandis que la population purement agricole diminuait, l'industrie agricole contribuait de façon remarquable à la productivité et à la prospérité nationales.

Une récente étude économique effectuée aux États-Unis a démontré que la main-d'œuvre agricole, c'est-à-dire qui dépend des besoins de l'agriculture au sens le plus large, représente environ 30 p. 100 de la main-d'œuvre totale. Je n'ai pas connaissance d'une étude similaire au Canada mais je pense que le pourcentage serait bien supérieur à 30 p. 100. Je suis certain que le gouvernement se doit maintenant d'étudier les conditions actuelles et d'affecter des subventions sous forme de versements pour les céréales entreposées dans les fermes ou de paiements à l'acre, afin de venir en aide aux agriculteurs de l'Ouest dans l'épreuve qu'ils traversent.

En dépit du fait que l'agriculture ne représente actuellement que 11 p. 100 du commerce global des marchandises au Canada, elle fournit encore 1 milliard par an de crédit pour la balance des paiements et il y a à peine 3 ans, ce montant s'élevait à près de 3 milliards. Ces chiffres seulement suffisent, je crois, à donner aux Canadiens une vague idée de l'ampleur de l'industrie agricole et de son importance considérable dans notre vie sociale et commerciale.

L'une des plus grandes calamités qui frappent l'industrie actuellement est la situation concernant le commerce des céréales. On ne peut parler du commerce des grains sans se heurter immédiatement à la Commission canadienne du blé et à tout le mécanisme gouvernemental qui s'est créé petit à petit pour s'occuper de tous les aspects importants de ce qui est en réalité un monopole du gouvernement fédéral.